

Burundi : le président d'un parti d'opposition remis en liberté

@rib News, 22/10/2019 Source AFP Le président d'un petit parti d'opposition au Burundi, le CODEBU, arrêté que sa formation eut critiqué le gouvernement, a annoncé dimanche à la presse avoir été remis en "liberté provisoire". Le président du Conseil pour la démocratie et le développement durable au Burundi (CODEBU), Kefa Nibizi, était détenu à la prison centrale de Mpimba, à Bujumbura, accusé d'"atteinte à la sûreté intérieure de l'État". M. Nibizi a raconté à l'AFP avoir été appelé samedi vers la mi-journée au bureau du directeur de la prison. Il a ajouté "Un agent m'a dit que le procureur avait signé une ordonnance de mise en liberté provisoire. (...) On m'a alors autorisé à sortir tout de suite." "L'instruction de mon dossier se poursuit puisque je n'ai pas été interrogé sur le fond jusqu'ici", a-t-il précisé, dénonçant "une violation de (ses) droits en tant que citoyen et en tant qu'opposant". Le 13 octobre, le CODEBU avait posté sur X (ex-Twitter) un message critique envers le gouvernement, à l'occasion de la commémoration du 62e anniversaire de l'assassinat du héros de l'indépendance, le prince Louis Rwagasore. "A ce moment où le Burundi croupit dans la misère sans précédent à cause du leadership défaillant, le parti CODEBU invite la population à ne pas céder à la résignation et de prendre exemple du prince Louis Rwagasore, pour redresser la situation qui ne fait que s'empirer", avait-il écrit. L'arrestation de M. Nibizi intervient dans le contexte du procès de l'ancien tout puissant Premier ministre, Alain-Guillaume Bunyoni, arrêté en avril et accusé de "saper la sécurité intérieure de l'État". Il est également accusé de détention illégale d'armes et d'insulte au président. Lors d'une récente audience sur une demande de remise en liberté, les procureurs ont aussi évoqué -sans plus de précision- le chef d'accusation de "tentative d'assassinat du chef de l'État", jusqu'ici jamais rendu public. M. Bunyoni, Premier ministre depuis juin 2020, avait été démis de ses fonctions en septembre 2022, quelques jours après que le président Evariste Ndayishimiye eut dénoncé des velléités de "coup d'État". Si la communauté internationale a salué une certaine ouverture depuis l'arrivée de M. Ndayishimiye en juin 2020, après la mort soudaine de son prédécesseur Pierre Nkurunziza, une commission d'enquête de l'ONU affirmait en septembre 2021 que la situation des droits de l'Homme restait "désastreuse" au Burundi.